

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 26/04/2024 de l'établissement PANZANI implanté 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 Nanterre, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il est demandé à l'exploitant de procéder à des actions correctives :

- Consignation immédiate des équipements du groupe froid n° 3
- Requalification de ces équipements sous 2 mois

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 05/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PANZANI

29-31 rue Lavoisier
92000 Nanterre

Références : 31434
Code AIOT : 0007405059

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2024 dans l'établissement PANZANI implanté 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 Nanterre. L'inspection a été annoncée le 28/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection entre dans le cadre de l'action nationale 2024, dédiée au contrôle des équipements sous pression (ESP) exclusivement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PANZANI
- 29 A 31 RUE LAVOISIER 92000 Nanterre
- Code AIOT : 0007405059
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Panzani exerce dans l'agroalimentaire. Le site de Nanterre est spécialisé dans la fabrication de pâtes alimentaires. L'installation est soumise à autorisation préfectorale et relève de la directive européenne sur les émissions industrielles (directive IED).

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Énergies nouvelles ESP
- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un récapitulatif des actions faisant suite à l'inspection de novembre 2022 a été réalisé.

L'inspection des installations classées a conclu à la levée totale des 3 non-conformités identifiées lors de cette précédente inspection.

Ainsi :

1/ Débit rejeté : la consommation d'eau journalière ne doit pas excéder 60m³/j. A ce jour, le calcul est effectué de la manière suivante : un débitmètre totalise le volume total sur 24h (de minuit à minuit).

2/ Dépassements des VLE : Pour 2023, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un plan d'actions visant à réduire drastiquement sa consommation d'eau. Ainsi, il a effectué des recherches de fuites et a réalisé l'installation de nombreux compteurs d'eau ainsi que d'électrovannes.

Pour 2024, PANZANI Nanterre va s'équiper dès le mois de juin, d'une autolaveuse HP. Cet équipement fonctionnera à l'aide d'une eau dont la température sera inférieure à 30°C ; la pression (HP) aura un impact sur la consommation d'eau du site.

3/ Contrôle de recalage : SUEZ, qui était le préleveur d'eau, n'a jamais transmis d'attestation COFRAC. Depuis juin 2023, c'est désormais ANALYCO qui assure le contrôle de recalage périodique pour le compte de PANZANI Nanterre. Ce laboratoire est bien accrédité COFRAC. Le prochain contrôle aura lieu en juillet 2024.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constats suivante fait l'objet de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Action correction
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Consignation d'équipement (immédiat) Requalification d'équipement (2 mois)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées note que l'exploitant a nettement amélioré sa maîtrise de la thématique ESP.

A noter toutefois que le listing des équipements sous pression transmis et étudié en salle lors de l'inspection n'était pas tout à fait à jour. Il a été demandé à l'exploitant d'actualiser les régimes de fabrication, en se basant sur les documents fabricant ou encore, sur les rapports de contrôles réalisés par les organismes habilités. De plus, l'attestation de déclaration des 2 chaudières n'a pas été trouvée. Leur déclaration a été faite ultérieurement sur LUNE et les preuves de dépôts, transmises par mail du 06/06/2024.

Enfin, il était demandé à l'exploitant d'effectuer la consignation du groupe froid n°3 (pour les 2 compresseurs). Ces derniers n'ont pas fait l'objet de la requalification obligatoire qui aurait dû avoir lieu en décembre 2023. Par mail du 14/05/2024, l'exploitant a bien transmis la preuve de consignation (photo).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant dispose bien d'une liste dans laquelle sont identifiés tous les équipements sous pression de son site. L'ensemble des informations obligatoires sont bien mentionnées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : - 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; - 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ; Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : PANZANI indique que c'est l'APAVE qui réalise les contrôles périodiques ainsi que les requalifications. L'ensemble des dates d'inspections périodiques et de requalifications sont bien indiquées. Pour 2024, la chaudière n° 2 doit subir un nouveau contrôle périodique (août). A noter que le groupe froid n° 3 composé de 2 compresseurs dispose d'une date de requalification

<p>dépassée (31.12.2023).</p> <p>PANZANI indique que la requalification est programmée et transmet le bon de commande comme justificatif (n°: 9100334110F, pour la requalification de 5 installations par l'organisme habilité).</p> <p>Dans l'attente, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de réaliser la consignation de ces équipements. Des photos de la consignation ont bien été transmises, attestant de la consignation de ces équipements.</p> <p>Un tableau recensant l'ensemble des ESP a bien été mis à jour et communiqué à l'inspection des installations classées, à la suite de l'inspection sur le site.</p>
Type de suites proposées : Demande d'action corrective
Délai : Consignation des équipements : immédiat Requalification du groupe froid n° 3 : 2 mois

N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a choisi d'étudier la situation administrative du séparateur comprimé AC n°1 ainsi que de la chaudière n°2.</p> <p>Les observations qui suivent portent donc sur ces deux équipements.</p> <p>Au cours de l'inspection, le régime de fabrication des 2 équipements était erroné pour le séparateur et non mentionné, pour la chaudière. Ces informations ont été corrigées et le listing des ESP a été mis à jour.</p> <p>Aucune déclaration LUNE (ou courrier de déclaration) n'a été retrouvée lors de la revue documentaire.</p> <p>L'inspection des installations classées a informé l'exploitant par mail du 02/05/2024 qu'il pouvait effectuer la déclaration de son équipement (chaudière) sur le site gouvernemental déclaratif LUNE.</p> <p>Par mail du 06/06/2024, l'exploitant a transmis la déclaration ainsi que la preuve de dépôt pour les chaudières n°1 et 2.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
Constats : L'inspection des installations classées constate que les dates indiquées pour les 2 équipements étudiés sont correctes (inspection périodique et requalification). La chaudière n°2 va subir un contrôle périodique en août 2024. L'exploitant a transmis le bon de commande.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
Prescription contrôlée : I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification. II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

<p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; -dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>L'étude des documents de l'OH (APAVE) est conforme. L'ensemble des informations y sont inscrites.</p> <p>A noter toutefois que le contrôle de la chaudière n°2 a été réalisé sans qu'aucune déclaration n'ait été communiquée par l'exploitant.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de régulariser ce point rapidement.</p> <p>Un mail a été transmis le 02/05/2024, avec l'ensemble des informations pour la réalisation de la déclaration sur le site gouvernemental LUNE.</p> <p>Par mail du 06/06/2024, l'exploitant a transmis les déclarations et preuves de dépôt pour les deux chaudières (n° 1 et n° 2).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite a débuté par le contrôle de la chaudière n°2 et s'est clôturée par la vérification visuelle du séparateur n°1. L'état général des équipements est satisfaisant et répond aux exigences de l'arrêté. Les informations inscrites sur le listing de l'exploitant sont celles retrouvées sur les équipements lors de la visite terrain.</p> <p>Plusieurs poinçons "tête de cheval" ont été observés sur la chaudière n°2 et atteste la validation des dernières requalifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
Prescription contrôlée : I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
Constats : Toutes les informations sont conformes aux attentes de l'arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite